

Cessez-le-feu immédiat à Gaza - Arrêt du blocus criminel - Reconnaissance de l'Etat de Palestine

Depuis la rupture de la trêve le 18 mars dernier, le gouvernement d'extrême-droite israélien de Benyamin Netanyahu poursuit une guerre destructrice contre la population de Gaza. Il annonce, en violation totale du droit international, sa volonté de réoccuper l'intégralité de Gaza et il organise un blocus hermétique du territoire palestinien, y interdisant l'entrée de toute aide humanitaire et créant de ce fait une situation de famine qui menace plus de 2,1 millions de personnes piégées et bombardées. L'armée israélienne se livre à une politique de terre brûlée sur un territoire qu'elle a fragmenté, enfermant la population de Gaza dans de minces bandes de terre surpeuplées, détruisant les infrastructures médicales et privant les habitants d'eau, de nourriture et d'électricité.

Les institutions internationales soulignent le fait que Gaza est devenu un trou noir humanitaire. D'après un rapport de l'ONU publié cette semaine, 470 000 personnes à Gaza sont confrontées à une faim catastrophique (phase 5, la plus élevée de l'échelle de référence) pouvant entraîner leur mort. Dans le même temps, plus de 116 000 tonnes d'aide alimentaire – suffisamment pour nourrir un million de personnes pendant quatre mois – sont bloquées dans les couloirs d'aides. Face au risque de génocide, il est plus urgent que jamais d'arrêter ce blocus criminel.

L'objectif de cette politique de terreur est manifestement de pousser des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants à prendre la fuite dans les conditions les plus inhumaines, ce que revendiquent ouvertement les ministres d'extrême droite du gouvernement Netanyahu et que soutient l'administration étatsunienne de Donald Trump. En Cisjordanie occupée, les frappes de drones, les incursions armées et la violence des colons israéliens se déchaînent. Des camps entiers de réfugiés ont été vidés (Jenine, Nour Shams, Tulkarem). Là encore, la volonté du gouvernement israélien est d'annexer illégalement la zone et de la vider de sa population palestinienne.

Ce sont là des crimes de masse, des crimes contre l'humanité, que dénoncent les Nations unies, l'UNWRA et le PAM. Alors que la Cour Pénale Internationale (CPI) évoque un « risque plausible, réel et imminent de génocide », ces crimes tombent sous le coup de la justice internationale et tous ceux qui sont directement impliqués devront répondre de leurs actes. Les condamnations de pure forme des gouvernements et de la communauté internationale ne suffisent plus. Alors qu'ils font l'objet de mandats d'arrêt internationaux, Netanyahu et ses complices doivent maintenant être traduits devant la CPI, tout

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523 – N° 2508 – Jeudi 22 mai 2025

comme les dirigeants du Hamas, responsables des crimes du 7 octobre 2023.

Benyamin Netanyahu est aujourd'hui soutenu par l'extrême droite en Europe, en France et aux Etats-Unis. Victor Orban, a dénoncé la Cour pénale internationale sans que cela ne fasse réagir l'UE. Et, bien que ses propositions provocatrices soient rejetées par l'immense majorité de la communauté internationale, Donald Trump réaffirme sa volonté d'expulser les Palestiniens de Gaza, cherchant à obtenir la complicité de certains gouvernements de la région. L'annonce, par la Maison Blanche, de l'envoi sur le terrain de forces paramilitaires privées, censées sécuriser le territoire, prépare les opinions à cette perspective.

Pourtant, cette politique criminelle se heurte à une pression croissante des opinions dans le monde. 148 États, c'est à dire une large majorité dans le Monde, reconnaissent déjà l'État de Palestine. De même que la France, d'autres gouvernements européens évoquent désormais eux-aussi la possibilité de reconnaître l'État de Palestine, et l'objectif de sanctions contre le gouvernement israélien d'extrême droite, tant qu'il bafouera le droit international, est aujourd'hui repris dans le débat public.

En Israël, une mobilisation inédite grandit de semaine en semaine pour l'arrêt de la guerre à Gaza, le retour des otages encore vivants que détient le Hamas, le départ de Netanyahu et de son gouvernement. Des officiers, des soldats, des réservistes manifestent à présent leur refus de servir une politique qui met en danger l'avenir et la sécurité du peuple israélien lui-même. Un sommet populaire pour la paix, « It's Time People's Peace Summit », vient même de se tenir en présence de plusieurs milliers de citoyens juifs et arabes d'Israël.

Le pouvoir israélien est de plus en plus isolé internationalement. Il est aujourd'hui possible de l'arrêter dans ses entreprises criminelles.

Dans cette situation d'extrême urgence pour le peuple palestinien, le PCF entend mobiliser toutes ses forces en défense du peuple palestinien face à la visée génocidaire dont il est victime, en faveur de la reconnaissance des droits nationaux de celui-ci, pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens. Il exige que le gouvernement français :

- **Expédie sans délai une aide humanitaire massive aux Gazaouis, contribuant ainsi à briser le blocus criminel mis en œuvre par le gouvernement Netanyahu,**
- **porte dans les institutions européennes**

l'exigence de sanctions, de la suspension immédiate de l'accord d'association UE-Israël et mette fin à toute forme de coopération militaire,

- **reconnaisse immédiatement l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël sur la base des frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale,**
- **agisse pour la libération des otages israéliens et la libération des prisonniers politiques palestiniens dont celle de Marwan Barghouti,**
- **agisse pour le démantèlement de toutes les colonies israéliennes et la fin de l'occupation,**
- **prenne aux Nations unies, en sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité, toutes les initiatives propres à isoler totalement l'alliance Trump-Netanyahu.**

Le PCF dénonce la décision des autorités israéliennes d'interdire l'entrée du territoire à deux délégations d'élus. Il appelle les autorités françaises à agir concrètement face à ce précédent dangereux. Le PCF affirme sa solidarité agissante avec l'OLP, dans sa lutte indépendante pour la reconnaissance et l'application des droits nationaux du peuple palestinien, le respect du droit international pour aboutir à une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, et pour l'établissement d'un État de Palestine laïc et démocratique aux côtés de l'État d'Israël. Il apporte son entier soutien aux forces démocratiques et de paix en Israël.

L'appel, lancé conjointement par notre parti et l'Organisation de libération de la Palestine, en faveur de la création d'un large front international pour la reconnaissance des droits nationaux et l'autodétermination du peuple palestinien, est un levier essentiel pour redéployer et élargir la mobilisation populaire. La journée internationale du 4 juin, verra en ce sens la participation à Paris de nombreuses personnalités françaises et internationales, de représentants d'ONG, d'associations démocratiques, de syndicats, de partis, de militants des droits humains... Cette conférence sera l'occasion de lancer un appel pour accentuer la pression sur les gouvernements français et européens et plus généralement sur la communauté internationale, pour la reconnaissance de l'État de Palestine et poser les bases d'une alliance large pour la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien.

Le Conseil national du PCF appelle l'ensemble des fédérations à prendre partout les initiatives les plus larges (rassemblements et manifestations, rencontres publiques, recueil de signatures pour la pétition nationale, adoption de vœux par les collectivités locales...) permettant de faire grandir l'exigence de paix juste en Palestine. La campagne « Un million d'oliviers pour la paix », lancée par la fédération du Val-de-Marne, en lien avec l'Association des agronomes arabes, doit en être l'un des instruments, elle doit être largement relayée partout en France pour déployer une solidarité concrète.■

Non à la substitution et à la confusion des missions de la Police nationale et de la Police municipale !

Le Parti Communiste Français exprime sa vive inquiétude face aux récentes déclarations du président de la République visant à étendre les pouvoirs de la police municipale. Cette orientation marque une dérive inquiétante vers une décentralisation sans concertation de missions régaliennes stratégiques, au détriment de l'État et de l'égalité républicaine.

Nous dénonçons fermement cette stratégie de substitution qui, sous couvert de renforcer la sécurité, masque une réalité alarmante : le décrochage des effectifs de la Police Nationale par rapport à la croissance démographique et aux besoins croissants de nos territoires. Cette situation est exacerbée par une perte d'attractivité des métiers de la Police nationale, conséquence directe de politiques d'austérité et de réformes inadaptées comme celle par exemple de la Police judiciaire.

Le PCF rappelle que la sécurité des citoyens est une mission fondamentale de l'État. Elle ne peut être déléguée toujours plus aux collectivités locales sans risquer de créer une sécurité à deux vitesses, inégalitaire et inefficace. La Police municipale a un rôle à jouer, mais en complémentarité avec la Police nationale, et non en substitution.

Nous appelons à une refondation ambitieuse de notre politique de sécurité publique, fondée sur :

- **le renforcement des effectifs de la Police nationale, avec des recrutements massifs et une amélioration des rémunérations, formations et conditions de travail pour restaurer l'attractivité de ces métiers essentiels,**
- **la réhabilitation d'une Police nationale de proximité, ancrée dans les territoires, au service des citoyens et respectueuse des droits fondamentaux,**
- **une clarification des missions respectives des forces de sécurité, garantissant une coopération efficace entre Police nationale et Police municipale, en étroite collaboration entre les ministères concernés, les élus locaux et les représentants des agents eux-mêmes,**
- **l'arrêt du désengagement de l'Etat auprès des collectivités, qui se traduit par une folle course en avant aux transferts de compétences, sans moyen adéquat et sans réflexion globale.**

Le PCF s'engage à défendre une sécurité publique républicaine, humaine et équitable, au service de tous les citoyens, partout sur le territoire.■

Guerre commerciale : les dix erreurs de Donald Trump (3/3)

8- Erreur d'analyse sur la fragilité du système financier américain.

Le marché le plus vaste et le plus sophistiqué de la dette publique est le marché des obligations américaines. Ces bons du Trésor constituent des actifs sûrs privilégiés par les investisseurs dans un monde où les échanges sont en grande partie facturés en dollars.

Lorsque les investisseurs en quête de sécurité face à la volatilité de la Bourse se précipitent vers les bons du Trésor, cela fait grimper leur prix, et on s'attend à ce que les rendements baissent sur l'ensemble du spectre des échéances.

C'est le « privilège exorbitant » associé à l'exceptionnalisme américain et au statut de monnaie clé mondiale du dollar : la capacité de « financer » le gouvernement fédéral en émettant des morceaux de papier que le fonctionnement normal du marché oblige les gens à détenir.

Le problème c'est que la politique de Trump a provoqué au contraire une vente massive des obligations américaines, notamment par les Japonais, entraînant une hausse spectaculaire des rendements, en particulier sur le bon du Trésor à 10 ans, qui a dépassé 4,5%.

De plus, cette vente massive de bons du Trésor américain a contribué à un autre développement inattendu : une forte baisse de la valeur du dollar.

Or, cette baisse n'est pas compatible avec l'effet de change des politiques tarifaires décrit dans les manuels d'économie. Lorsqu'un pays introduit unilatéralement des droits de douane sur les marchandises importées, sa monnaie a tendance à se renforcer.

Ce n'est pas le cas : depuis que les « tarifs réiproques » de l'administration Trump ont été annoncés, le dollar a glissé par rapport aux autres grandes devises.

9- Erreur d'analyse sur l'expérience des sanctions occidentales contre la Russie.

Curieusement, les droits de douane que Trump a tenté d'imposer à la Chine reproduisent la même erreur que les sanctions contre la Russie.

L'argument invoqué en 2022 était le suivant : la Russie est un pays qui survit à peine grâce aux exportations d'hydrocarbures. En lui imposant un embargo, l'Occident ruinera son économie et la contraindra à se retirer d'Ukraine.

Mais ce scénario s'est heurté à la réalité. La Russie a davantage vendu de pétrole à d'autres partenaires et trouvé des substituts aux produits importés. Elle a



maintenu un taux de croissance respectable et le rouble ne s'est pas effondré.

Les pays adversaires de la Russie ont voulu ignorer la capacité de résistance d'une économie russe largement sous-estimée. Ils n'ont pas voulu voir que son PIB industriel en PPA (parité du pouvoir d'achat) était supérieur à celui de l'Allemagne.

Les pays occidentaux ont également manqué de perspicacité sur la réaction d'un grand nombre de pays qui ont refusé de se joindre à la croisade anti-russe et se sont abstenus lors des votes à l'assemblée générale de l'ONU.

Or, la population de ces pays représente la majorité de l'humanité (Chine, Inde, Vietnam, Brésil, etc...).

10- Erreur d'analyse sur les conditions d'une véritable réindustrialisation.

L'unilatéralisme américain dont Trump est aujourd'hui le représentant bute sur une réalité économique fondamentale : on ne décrète pas la réindustrialisation du jour au lendemain.

C'est un processus de longue durée, qui nécessite une planification stratégique et des investissements lourds ne dégagant aucune rentabilité immédiate. Seul un système de type étatiste (Chine) ou à forte régulation étatique (France gaullienne) peut faire prévaloir cet impératif national.

Les pays actuellement à la pointe de la haute technologie –que ce soit la Chine, l'Allemagne ou la Corée du Sud– y sont parvenus grâce à des investissements durables dans l'éducation, les infrastructures et la Recherche & Développement.

En outre, la Chine n'a pas réussi son développement en fermant la porte aux entreprises étrangères. Elle les a accueillies pour stimuler la concurrence et favoriser les transferts de technologie. Si aujourd'hui BYD surclasse Tesla, ce n'est certainement pas grâce aux droits de douane.■

80ème anniversaire de la victoire de 1945 célébré par la Résistance Landaise Samedi 24 mai à Téthieu

10 h, rendez-vous devant le Mémorial de la Résistance

10 h 30, ouverture de la cérémonie d'hommage solennel à la Résistance

Plusieurs lectures, allocution du Préfet des Landes et remise de décoration à Michèle Labeyrie (porte-drapeau)

Cette cérémonie sera suivie d'un vin d'honneur et repas dans la Salle de la Nature.

Initiative de l'ANACR40 soutenue par l'UDAC (Union Landaise des associations d'Anciens Combattants)

Pour la nationalisation d'ArcelorMittal

ArcelorMittal a touché des centaines de millions d'euros d'aides publiques et verse chaque année entre 300 et 400 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires. Pourtant, malgré des bénéfices records, ArcelorMittal vient d'annoncer la suppression de centaines d'emplois en France.

L'avenir de l'ensemble de la filière sidérurgique française est en danger. Notre pays a besoin d'acier. C'est bon pour l'économie, bon pour l'emploi, mais aussi bon pour l'environnement.

L'acier est partout : dans nos maisons, nos immeubles, nos lignes de chemin de fer, nos centrales nucléaires, mais aussi dans nos objets du quotidien — dans nos cuisines, nos voitures, nos téléphones, nos stylos. Sans acier, nous ne pourrions pas reconstruire ni réindustrialiser le pays.

Pour défendre une nouvelle industrialisation et notre souveraineté économique, je demande la nationalisation d'ArcelorMittal France.

L'argent existe pour y parvenir.

L'heure est venue de choisir une politique d'avenir, face aux logiques de profit à court terme. Ensemble, nous pouvons sauver notre industrie. ■

JE SIGNE

Nom.....
Prénom.....
Mail.....

A renvoyer à la Fédération des Landes du PCF
7 rue Frédéric Bastiat BP34
40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

INITIATIVE

Débat samedi 24 mai 2025 à 10 h 30

Salle de la Haute-Lande au centre Jean Jaurès à
Morcenx-la-Nouvelle

Sur le thème « Conséquences des politiques de Macron sur nos collectivités », avec la participation de Damien Delavoie, conseiller départemental.

Ce débat sera suivi du verre de l'amitié et d'un repas froid (participation 12 €). ■

SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....
ADRESSE.....
CP.....VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :

« ADF-PCF40 »

BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

Gnacs et Chacailles

LIBERATION

«Celui qui vous maîtrise tant n'a que deux yeux, n'a que deux mains, n'a qu'un corps, et n'a autre chose que ce qu'a le moindre homme du grand et infini nombre de nos villes, sinon que l'avantage que vous lui faites pour vous détruire. D'où a-t-il pris tant d'yeux, dont il vous épie, si vous ne les lui baillez? (donnez-NDLR) Comment a-t-il tant de mains pour vous frapper, s'il ne les tient de vous ? (...) Soyez résolu de ne servir plus, et vous voilà libres. Je ne veux pas que vous le poussiez ou l'ébranliez, mais seulement ne le soutenez plus, et vous le verrez, comme un grand colosse à qui on a dérobé sa base, de son poids même fondre en bas et se rompre. (...) C'est le peuple qui s'asservit, qui se coupe la gorge, qui, ayant fait le choix ou d'être serf ou d'être libre, quitte la franchise (l'indépendance -NDLR) et prend le joug, qui consent à son mal, ou plutôt qui le recherche... (...) Ce sont toujours quatre ou cinq qui maintiennent le tyran, quatre ou cinq qui tiennent tout le pays en servage. (...) Ces six ont six cents qui profitent sous eux, et font de leurs six cents ce que les six font au tyran. Ces six cents en tiennent sous eux mille, qu'ils ont élevés en état, auxquels ils font donner ou le gouvernement des provinces, ou le maniement des deniers...». Extrait du «Discours de la servitude volontaire» par Étienne de La Boétie (1530-1563, écrivain humaniste, poète, ami de Michel de Montaigne, 1533-1592, philosophe, essayiste, homme politique). Écrit en 1548, alors que La Boétie n'a que 18 ans, ce texte, également appelé Contr'un, cherche dans les comportements individuels les causes de la tyrannie. Ces propos d'une modernité étonnante sont illustrés par la fable de Jean de La Fontaine (1621-1695), «Le Loup et le Chien» (elle oppose deux bêtes l'une sauvage et l'autre domestique. La Fontaine présente ainsi deux conditions: l'insécurité liée à la liberté et le confort lié à la servitude). En cette commémoration de la capitulation le 8 mai 1945, de l'Allemagne nazie et de ses soutiens responsables de la 2ème guerre mondiale avec ses 60 millions de victimes et ses crimes contre l'humanité, alimentés par le racisme, l'antisémitisme et l'anticommunisme, trouve sa source au cœur de l'exploitation capitaliste dont la raison d'être est l'enrichissement sans limites d'une poignée de nantis au détriment des peuples qui triment pour survivre des miettes de leurs rapines. La puissance de l'esprit de Libération contre l'oppression, fut alimentée par le courage des Résistants qui ont rejeté la servitude et la soumission imposées en France par le gouvernement Pétain, Laval, Pucheu ainsi que le patronat, les banques et les institutions qui préféraient Hitler et son «national-socialisme» dictatorial et criminel, au Front Populaire de 1936 porteur de libertés démocratiques et de progrès sociaux pour «le pain, la paix, la liberté». La Libération de notre peuple du joug nazi et collabo a été conquise avec l'aide des armées Alliées et par l'unité populaire autour du Programme du Conseil National de la Résistance. «Le capitalisme qui porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage» comme disait Jean Jaurès (1859-1914) a repris «du poil de la bête» au détriment des peuples. Les sales coups contre la Sécurité sociale, la chute du pouvoir d'achat des salaires et pensions, contre la fonction publique, la répression anti-syndicale, contre la Gauche... portés par les gouvernements macronistes avec l'appui de l'extrême-droite, nous le rappellent. Contre la servitude, unissons-nous à la devise Républicaine LIBERTE EGALITE FRATERNITE pour lui donner tout son sens révolutionnaire. Libération e comunisme son toustem d'actualitat (Libération et communisme sont toujours d'actualité). ■

Roger La Mougne